



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
TRANSPORTS
VILLE ET LOGEMENT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commissariat Général au Développement Durable

Service des données et études statistiques

Sous-direction des statistiques du logement et de la construction

Bureau des enquêtes et synthèses sur le logement et la construction

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Objet de l'appel d'offres :
ENQUÊTE SUR LE PRIX DES TERRAINS ET DU BÂTI (EPTB)**

CGDDSDDES-EPTB2026

Le présent document comporte [11] pages numérotées de 1 à 11

SOMMAIRE

Article 1 -	Objet du marché.....	4
Article 2 -	Durée du marché.....	4
Article 3 -	Type et forme.....	4
Article 4 -	Procédure de passation du marché	4
Article 5 -	Pièces constitutives du marché	4
Article 6 -	Pièces à fournir en cours d'exécution du marché.....	5
Article 7 -	Définition des prestations	5
Article 8 -	Modalité d'exécution	5
8.1.	Modalités d'exécution	5
8.1.1.	Délais d'exécution	5
8.1.2.	Les livrables.....	5
8.1.3.	Réception des prestations.....	5
Article 9 -	Modalités de détermination du prix	6
9.1.1.	Contenu des prix	6
9.1.2.	Nature des prix.....	6
9.1.3.	Passation des bons de commande	6
9.1.4.	Bon de commande pour la mise en place de la chaîne de production.....	6
9.1.5.	Bon de commande pour la mise en production courante	6
9.1.6.	Bon de commande pour la maintenance évolutive.....	7
9.2.	Modalités de vérification	7
9.2.1.	Vérification de la mise en place de la chaîne de production	7
9.2.2.	Vérification de la maintenance évolutive.....	7
Article 10 -	Avance	7
Article 11 -	Modalités de règlement.....	7
11.1.	Modalités de règlement	7
11.2.	Facturation	7
11.2.1.	Établissement des factures.....	7
11.3.	Délai de règlement	8
11.4.	Coordonnées du comptable assignataire des paiements	8
11.5.	Imputation budgétaire de la dépense	8
Article 12 -	Pénalités	8
12.1.	Pénalités pour retard d'exécution.....	8
12.2.	Pénalités pour non-respect de l'engagement social	9
12.3.	Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux	9
12.4.	Sanctions et pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité	9
Article 13 -	Réfaction	9
Article 14 -	Nantissement	9
Article 15 -	Dispositions diverses	9
15.1.	Sous-traitance	9
15.2.	Modification du marché	9
15.3.	Clauses de réexamen	9
15.4.	Changements affectant la société	10

Article 16 -	Confidentialité	10
16.1.	Traitement de données à caractère personnel	10
Article 17 -	Responsabilité	10
Article 18 -	Statut des prestations fournies	10
Article 19 -	Clauses sociales	10
Article 20 -	Clauses environnementales	11
Article 21 -	Conditions de résiliation.....	11
Article 22 -	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	11
Article 23 -	Contentieux et litiges.....	11
Article 24 -	Dérogations au CCAG/FCS	11

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la collecte et la saisie de l'enquête sur les prix des terrains et du bâti en vue d'assurer un suivi du prix des terrains à bâtir, ainsi que le prix de la construction d'une maison individuelle. Il s'agit de collecter et de contrôler des données sur les prix et leurs déterminants, le type de maîtrise d'œuvre et les caractéristiques de la construction, en particulier le mode de chauffage. Cette enquête est pilotée par le Service des Données et Études statistiques (SDES), bureau des enquêtes et synthèses sur le logement et la construction, au sein du Commissariat général au développement durable (CGDD) des ministères chargés de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports, de la Ville et du Logement (MTEATTVL). Les résultats de cette enquête ont pour objet de permettre le calcul par l'Insee de l'indice du coût de la construction.

La collecte se fait exclusivement par voie postale, et consiste en :

- la fourniture, l'impression, la personnalisation et le routage de questionnaires ;
- la saisie, le scannage, le contrôle, la mise en forme des données sous forme de fichier et la transmission à l'Administration des livrables prévus.

Article 2 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois. Il prend effet à compter de la date de notification. Il pourra être reconduit 3 (trois) fois pour une période de 12 mois par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder 48 mois.

Ce délai s'entend comme celui pendant lequel le maître d'ouvrage pourra passer des commandes au titulaire et son délai d'exécution ne pourra excéder 4 mois.

Une décision expresse de non-reconduction peut être prise par le pouvoir adjudicateur, au moins un mois avant la date d'échéance du marché.

Article 3 - Type et forme

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offre dont le montant maximum pour la durée du marché est de 1 160 000€HT.

Le montant estimé pour une année complète est d'environ 290 000€HT (ceci ne constitue pas un engagement de l'administration).

Le présent marché n'est pas alloti, car l'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 4 - Procédure de passation du marché

Le présent marché est un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles R 2161-2 à 5, R 2162-1 à 6 et R 2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique.

Il fait l'objet de la publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel d'Union européenne (JOUE) en application des articles R 2131-16 et R 2131-19 à 20 du Code de la Commande Publique.

Article 5 - Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- l'acte d'engagement et son annexe financière : le bordereaux des prix unitaires,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les bons de commandes
- la lettre de candidature DC1,
- la déclaration du candidat DC2.

En cas de contestation, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservés dans les archives du CGDD.

Article 6 - Pièces à fournir en cours d'exécution du marché

Le prestataire retenu s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le MTEATTVL/CGDD, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Article 7 - Définition des prestations

La description précise des prestations à réaliser fait l'objet du CCTP, pièce contractuelle du présent marché.

Article 8 - Modalité d'exécution

8.1. Modalités d'exécution

8.1.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués dans le CCTP. Les dates précises des collectes mensuelles seront définies au cours de la prestation pour les douze mois à venir par l'Administration. En cas de non-respect de la date d'envoi des fichiers par l'Administration, la date d'envoi attendue des questionnaires sera décalée d'autant de jours ouvrés que de celui du retard de l'Administration.

Le Titulaire s'engage à traiter tous les retours de questionnaires reçus dans les six mois qui suivent le routage (saisie, scannage, contrôle, transmission du fichier de données, accès à la plate-forme sécurisée, retour des questionnaires).

8.1.2. Les livrables

Les livrables sont spécifiés dans le CCTP, principalement :

- les maquettes du questionnaire tenant compte des évolutions demandées ;
- les fichiers mensuels de résultats de la collecte (y compris le fichier des échecs de saisie) ;
- les scans des questionnaires.

8.1.3. Réception des prestations

Les prestations sont jugées satisfaisantes si les conditions ci-dessous sont vérifiées :

- le taux d'anomalies de saisie ne dépasse pas 3 %. Il correspond au nombre de questionnaires présentant une erreur de saisie sur le nombre total de questionnaires saisis. Le taux d'anomalies est calculé sur la base d'un sous-échantillon tiré aléatoirement par l'Administration ;

- les envois de questionnaires, envois initiaux et relances, devront respecter le planning convenu avec l'Administration ; les retards d'envoi ne peuvent dépasser deux jours ouvrés (48 heures) par rapport à la date d'envoi prévue ;

- les envois de fichiers de résultats, ainsi que la transmission des questionnaires scannés, pour les lots initiaux ou repris, devront également respecter les échéances convenues ; les retards d'envoi ne peuvent dépasser deux jours ouvrés (48 heures) par rapport à la date prévue.

Dans le cas où une de ces conditions n'est pas respectée l'Administration peut proposer :

- des pénalités de retard sur les frais d'envois réduits de 5 % pour chaque jour de retard au-delà des deux jours ouvrés admis.
- de la réfaction sur les frais de saisie minorés proportionnellement au taux d'anomalies.

Article 9 - Modalités de détermination du prix

9.1.1. Contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaire ferme.

Le prix des prestations, tel que mentionné dans le bordereau des prix unitaires du candidat, est réputé comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le candidat certifie que les prix de référence qui ont servi à établir les prix du présent marché n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Le prix indiqué comprend obligatoirement l'ensemble des charges relatives à la prestation notamment les frais de déplacement, ainsi que les frais de transport, de livraison et de conditionnement.

Les prix du marché incluent toutes sujétions inhérentes à la réalisation des prestations (y compris déplacement, hébergement) et s'entendent taxes à la valeur ajoutée en sus, au taux en vigueur.

9.1.2. Nature des prix

- Prestations assujetties à la TVA

Les prix du marché sont des prix unitaires fermes

- Affranchissements non assujettis à la TVA

Les prix d'affranchissement sont ajustés sur les tarifs postaux en vigueur.

9.1.3. Passation des bons de commande

Au fur et à mesure de la définition des besoins, le maître d'ouvrage établira une liste des prestations à réaliser. Celle-ci fera l'objet d'un devis de la part du titulaire. Au vu de ce devis, un bon de commande sera alors transmis au titulaire pour exécution de la prestation.

Les bons de commande ne peuvent en aucun cas faire référence à des prestations à exécuter sur deux années calendaires différentes.

Un bon de commande pourra être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et son délai d'exécution ne pourra excéder 4 mois.

Les bons de commande mentionnent :

- la référence au présent marché (numéro et date de notification)
- les quantités commandées pour chacun des prix du marché ;
- le montant hors taxe de la commande
- le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur la base du taux en vigueur au moment de l'édition de la commande ;
- le montant toutes taxes comprises de la prestation commandée.
- les lieux de livraison et d'exécution
- le délai d'exécution

9.1.4. Bon de commande pour la mise en place de la chaîne de production

Le bon de commande initial portant sur la mise au point de la chaîne de production des données comportant le façonnage du questionnaire, la mise en place des chaînes d'impression-routage, de saisie-scannage, la réalisation des fichiers issus de la saisie et d'une plate-forme internet sécurisée.

9.1.5. Bon de commande pour la mise en production courante

L'Administration précise dans son bon de commande, pour chaque prix unitaire la quantité demandée.

9.1.6. Bon de commande pour la maintenance évolutive

L'Administration précise dans son bon de commande la référence au devis pour maintenance de la chaîne de production établi par le Titulaire et accepté par l'Administration rappelant notamment les délais d'exécution correspondants. Une copie du devis accompagne le bon de commande.

9.2. Modalités de vérification

9.2.1. Vérification de la mise en place de la chaîne de production

Pour la réception de la prestation de façonnage du questionnaire et de mise au point de la chaîne d'impression-routage, l'Administration remettra au Titulaire un fichier d'essai du type EPTB_AAMMM (cf. paragraphe IV.1.1 et IV.1.2 du CCTP) comportant cinquante enregistrements. L'Administration valide contradictoirement avec l'entreprise les produits délivrés : questionnaires, courriers mis sous enveloppes prêtes à router.

Pour la réception de la mise au point de la chaîne de saisie-scannage, le test portera sur les cinquante questionnaires issus du test d'impression, que l'Administration aura préalablement remplis d'une façon manuscrite (cf. paragraphe IV.1.3 du CCTP).

Pour la réception de la mise en place de la plateforme sécurisée, le test portera sur la transmission des cinquante images des questionnaires scannés à l'Administration via la plateforme, et sur la vérification du fonctionnement attendu de la plateforme.

9.2.2. Vérification de la maintenance évolutive

Pour la réception d'une opération de maintenance de la chaîne de production, l'Administration adresse un jeu de tests original sur support informatique. Le Titulaire réalise la prestation d'exploitation sur ce jeu de tests. Le test portera sur cinquante questionnaires saisis. L'Administration valide contradictoirement avec le Titulaire les produits délivrés : courriers mis sous enveloppes prêtes à router.

Article 10 - Avance

Sauf refus du Titulaire dûment stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 35 % pour les petites et moyennes entreprises et de 5 % pour les grandes entreprises, pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à 10 du code de la commande publique.

Article 11 - Modalités de règlement

11.1. Modalités de règlement

Chaque bon de commande donne lieu à des paiements mensuels pour les travaux effectués, sur présentation des factures et après validation du service fait.

11.2. Facturation

11.2.1. Établissement des factures

Le règlement s'effectuera sur présentation des factures et après validation du service fait.

Les factures sont libellées au nom du :

Ministères Transition écologique, Aménagement du territoire, Transports, Ville et Logement (MTEATTVL),

CGF- MTEATTVL -AC

Grande Arche-Paroi sud

23ème étage

92055 LA DEFENSE Cedex

Elles feront l'objet d'une certification du service fait par la Personne publique.

Elles devront comporter les indications suivantes :

- Désignations des parties contractantes (nom/raison sociale et adresse)
- Le numéro et la date de notification du présent marché
- Le numéro du bon de commande
- Le code du service exécutant soit : FAC9450075
- Date, numéro de la facture ainsi que son montant hors taxes, toutes taxes comprises et le taux de la TVA
- Description de la prestation facturée

Vous devrez adresser vos factures sous format électronique à l'aide du portail Chorus pro.

Inscription sur ce portail dédié à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées doivent comporter le numéro du marché Chorus correspondant (numéro à 10 chiffres) et le code « service exécutant » suivant : FAC9450075

Destinataire État : SIRET : 110 002 011 000 44

L'État se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant du crédit au compte ouvert désigné dans l'acte d'engagement.

11.3. Délai de règlement

La demande de paiement (facture) n'est recevable qu'après validation de la prestation fournie. Elle fera l'objet d'une certification du service fait par la Personne Publique.

En application de l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours.

11.4. Coordonnées du comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable du pôle ministériel – Arche sud – 92055 La Défense

11.5. Imputation budgétaire de la dépense

Cette dépense sera imputée sur le programme 159-action 10-sous action 08-Centre de coût : CGDSDES092

Article 12 - Pénalités

12.1. Pénalités pour retard d'exécution

Conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), il sera fait application de pénalités si des dépassements des délais sont constatés dans l'exécution des prestations commandées.

Les frais d'envoi seront réduits de 5 % pour chaque jour de retard au-delà des deux jours ouvrés admis selon les formules ci après :

- Pour les envois de questionnaires →
 - Frais d'envois réduits impression des questionnaires = Frais d'impression des questionnaires x (1 - (nombre de jours de retard x 5 %))
 - Frais d'envois réduits routage des questionnaires = Frais de routage des questionnaires x (1 - (nombre de jours de retard x 5 %))
- Pour les envois de fichiers de résultats →
 - Frais d'envois réduits saisie des questionnaires = Frais de saisie des questionnaires x (1 - (nombre de jours de retard x 5 %))
 - Frais réduits de scannage des questionnaires et alimentation de la plate-forme = frais de scannage des questionnaires et alimentation de la plate-forme x (1 - (nombre de jours de retard x 5 %))

Les pénalités de retard sont calculées par prestation. En particulier, dans le cas des retraitements de lot, elles portent en se cumulant sur le prix initial de la prestation correspondante commandée. Les pénalités font référence aux délais d'exécution tels que précisés à l'article 8.1.1 et 8.1.3 du présent CCAP.

12.2. Pénalités pour non-respect de l'engagement social

Par dérogation au CCAG/FCS, en cas de non-respect des engagements en matière de clause sociale pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

12.3. Pénalités pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect des engagements environnementaux pris par le titulaire dans son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour et par non-conformité constatée et jusqu'à la levée de celle-ci.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs demandés au titre des considérations environnementales, il sera appliqué une pénalité égale à 50 euros par jour de retard et par pièce manquante.

12.4. Sanctions et pénalités pour non-respect des obligations de sécurité ou de confidentialité

Sans préjudice des sanctions prévues par l'article 226-13 du code pénal, des pénalités s'appliquent en cas de méconnaissance de la réglementation concernant le traitement des données à caractère personnel ou en cas de violation des obligations de sécurité ou de confidentialité qui, si elles impliquent des données à caractère personnel, ces pénalités correspondent à 2 % du montant exécuté du marché à la date de constatation du fait générateur ou 0,5 % de ce montant si elles n'impliquent pas de données à caractère personnel.

Article 13 - Réfaction

Conformément à l'article 30.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), il sera fait application de réfaction selon la formule suivante :

frais de saisie minoré du mois M = frais de saisie du mois M x (1 - taux d'anomalies de saisie);

La réfaction sera appliquée sur les frais de saisie sur chaque lot dont le taux d'anomalies de saisie, c'est-à-dire le nombre de questionnaires présentant une erreur de saisie sur le nombre total de questionnaires saisis, dépasse 3 %.

Le taux d'anomalies de saisie est calculé pour chaque lot sur la base d'un sous-échantillon tiré aléatoirement par l'Administration.

Article 14 - Nantissement

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances dans les conditions prévues aux articles R 2191-46 et suivants du Code de la Commande Publique.

Article 15 - Dispositions diverses

15.1. Sous-traitance

Pour toute sous-traitance, le Titulaire se conformera aux articles R 2193-1 à R 2193-22 du Code de la Commande Publique.

15.2. Modification du marché

Le marché pourra être modifié en cours d'exécution en application des articles R 2194-1 à R 2194-10 du Code de la Commande Publique.

15.3. Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pourraient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par écrit, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment, des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations (entre autres du fait de facteurs externes, par exemple liés au secteur des télécommunications et ses régulations) et des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

15.4. Changements affectant la société

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un extrait K bis ou tout autre document justifiant de ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire ou postal.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

Le cas échéant, cet article s'applique également aux sous-traitants et/ou co-traitants.

Article 16 - Confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations de confidentialité définies à l'article IV.4.1 du CCTP relatives à la protection des informations communiquées dans le cadre de l'exécution du Marché ainsi qu'aux modalités de partage, stockage et destruction desdites informations.

Durée de l'obligation de confidentialité : le Titulaire s'engage à respecter les obligations de confidentialité à l'issu du Marché sans limitation de durée.

16.1. Traitement de données à caractère personnel

L'enquête EPTB est une enquête statistique, menée dans le cadre de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Elle doit également respecter :

- la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).

Le Titulaire devra respecter ces deux lois et le règlement européen, concernant les données et leur traitement, ainsi les dispositions concernant la finalité du traitement, les catégories de données personnelles traitées, les mesures de sécurité techniques et organisationnelles, les droits des personnes concernées et la sous-traitance.

Les engagements du titulaire sont précisés dans les articles IV.4.1 et IV.4.2 du CCTP.

Le non-respect de ces engagements entraîne l'application automatique d'une pénalité selon les modalités de l'article 12.4 ci-dessus.

Article 17 - Responsabilité

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations objet du marché. Il ne saurait dégager sa responsabilité de toute intervention extérieure dans l'exécution des prestations telles que décrites dans l'ensemble des pièces contractuelles, sauf à rapporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Article 18 - Statut des prestations fournies

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute natures afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché

Les informations, documents et résultats produits dans le cadre de ce marché sont la propriété de l'Administration. Il sera fait mention de l'Administration (MTEATTVL/CGDD/SDS/SDSLC) dans les documents produits. La diffusion des documents papier et électronique, ainsi que la valorisation de l'étude, sont à l'initiative exclusive de l'Administration.

Article 19 - Clauses sociales

Le Titulaire est tenu de présenter les dispositifs d'amélioration des relations et conditions de travail notamment de bien-être au travail et mesures prises en faveur de l'égalité Femme/Homme et l'ensemble des dispositions (exemple : Labels RSE, ou équivalents, reconnus par l'Etat...) ou toutes autres dispositions sociales mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

Article 20 - Clauses environnementales

Dans le cadre de l'application de l'article 35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, le Titulaire devra, pour l'ensemble des prestations, intégrer un impact minimal sur l'environnement, sans nuire à la qualité de la prestation (impression avec de l'encre labellisée verte, papier recyclé, gestion des ressources, déchets, risques, transition énergétique et écologique, consommations énergétique raisonnées des serveurs etc.).

Le papier utilisé devra être du papier certifié FSC (Forest Stewardship Council) recyclé et certifié Ecolabel européen. L'Ecopli pour les envois courrier papier est à privilégier.

Le prestataire s'engage à proposer une offre présentant des mesures d'écoconception des outils et développements (exemples : moteur de recherche et outils, localisation de produits), et d'accessibilité numérique. Il devra fournir son bilan carbone, et dans la mesure du possible, son plan de déplacement, sa certification ISO 14001 ou toute autre certification reconnue par l'Etat en faveur de l'environnement. Il présentera son engagement sur la dématérialisation des documents plutôt que leur diffusion papier, imprimera sur papier recyclé. Il fournira une preuve de contribution à la réduction des gaz à effet de serre.

Il est fait application de l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME :

<https://bilans-ges.ademe.fr/>

conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document

Article 21 - Conditions de résiliation

Le marché peut être résilié par l'Administration, suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

Article 22 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS portant sur l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire s'appliquent au présent marché.

Article 23 - Contentieux et litiges

Le règlement amiable des conflits est préconisé par l'établissement d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil conformément à l'article L 2197-5 du code de la commande publique.

Dans le cas où le règlement amiable est impossible, le conflit sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Article 24 - Dérogations au CCAG/FCS

L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS